

## Campagne européenne suspension de sanctions

Les soussignés estimons que les mesures coercitives unilatérales mises en œuvre et intensifiées par le président Trump contre le gouvernement de la République bolivarienne du Venezuela sont illégales et injustifiées. En outre, dans les circonstances actuelles auxquelles l'humanité est confrontée avec la pandémie de Covid-19, elles deviennent des mesures inhumaines qui sapent l'effort international pour surmonter la situation difficile actuelle.

Cette décision pourrait coûter la vie à de nombreux Vénézuéliens ordinaires et privera encore davantage le Venezuela de l'accès à la nourriture, aux médicaments et aux fournitures médicales essentielles.



NB : Le tableau montre que 80 000 Vénézuéliens sont morts entre 2017 et 19 ans ; 90 000 patients atteints du VIH et d'autres maladies sont extrêmement vulnérables en raison de l'incapacité de l'État à acheter des médicaments et des traitements spéciaux pour eux ; 15 000 patients en dialyse n'ont pas pu obtenir de traitement parce que les médicaments achetés par le Venezuela étaient bloqués bien qu'ils aient été payés ; 4 millions de patients diabétiques et hypertendus n'ont pas pu accéder à des médicaments coûteux parce qu'ils sont fournis par l'État sur le marché mondial.

Nous constatons qu'un large éventail de voix s'élèvent au niveau international - notamment Sa Sainteté, François Ier, ainsi que le Secrétaire général des Nations unies, Antonio Guterres, le Mouvement des pays non alignés (Mnoal), (ALBA-TCP) - l'UNASUR, l'UE (Josep Borrell, ministre des affaires étrangères de l'UE, l'a publiquement demandé à trois reprises), les sénateurs américains, de nombreux gouvernements d'Amérique latine et des Caraïbes, CARICOM, la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC), la Confédération syndicale des Amériques (CSA) et la Confédération syndicale internationale (CSI), la Fédération syndicale mondiale (FSM) et de nombreuses fédérations syndicales nationales (dont l'UGT, la plus grande confédération syndicale nationale d'Espagne, et la CC. OO), la CGTP-In du Portugal ; ainsi que des partis tant pour que contre le gouvernement au Venezuela même, et bien d'autres - ont appelé les États-Unis à abandonner cette approche de sanctions de plus en plus punitives contre le Venezuela.

Dans une lettre adressée à Mike Pompeo et au département du Trésor américain, 11 sénateurs américains ont fait remarquer que si les pays soumis à des sanctions comme le Venezuela "s'efforcent de répondre à leurs crises sanitaires internes, les sanctions américaines entravent la libre circulation des fournitures médicales et humanitaires dont ils ont désespérément besoin en

raison du large effet paralysant des sanctions sur ces transactions, même lorsque des exemptions techniques existent.

Comme on le sait, les sanctions économiques des États-Unis - illégales au regard du droit international - sont en fait des mesures coercitives unilatérales imposées par le gouvernement américain à la République bolivarienne du Venezuela qui non seulement violent la Charte des Nations unies et le cadre juridique international, mais génèrent également un impact négatif sur la jouissance des droits de l'homme, tant civils qu'économiques, sociaux et culturels, qui est accentué dans le contexte de l'expansion mondiale de Covid-19.

C'est l'un des points centraux abordés par Alfred de Zayas, ancien expert indépendant pour la promotion d'un ordre international démocratique et équitable des Nations unies, lors de la vidéoconférence "Mesures coercitives unilatérales, armes de destruction massive", Ces mesures ont dévasté l'économie du Venezuela, créant des pénuries de nourriture et de médicaments, appauvrissant la nation et chassant de nombreux Vénézuéliens du pays. Le peuple vénézuélien n'a pas besoin de sanctions, mais d'un dialogue constructif et d'aide.

La ministre espagnole des affaires étrangères, Arancha Gonzalez Laya, dont le gouvernement soutient fermement l'idée de permettre aux pays sanctionnés d'acheter des médicaments, des fournitures sanitaires et d'autres matériels pour lutter contre la pandémie, a dit une vérité poignante : "Tant que nous ne sommes pas tous en sécurité, personne n'est en sécurité.

L'heure est à la coopération internationale et à l'humanitarisme dans la lutte contre le virus Covid-19 et ses effets dévastateurs dans le monde entier. En tant que signataires de cette déclaration, nous nous joignons au nombre croissant de voix internationales qui demandent la levée immédiate des sanctions américaines.

Il existe un précédent pour la suspension des sanctions sur l'approvisionnement en intrants vitaux pour sauver la vie de milliers d'êtres humains, avec la création du mécanisme commercial INSTEX qui a permis une première transaction de matériel médical avec l'Iran, un des pays les plus touchés par Covid-19, le 31 mars 2020. Ce précédent dans les conditions actuelles crée un précédent très important.

Identifier toutes les institutions financières qui conservent illégalement des ressources appartenant à l'État et au peuple vénézuéliens (conséquence directe de l'extraterritorialité des sanctions américaines) et exiger que ces ressources soient immédiatement et inconditionnellement restituées à leur propriétaire légitime par l'intermédiaire de l'INSTEX et que les transactions requises par le Venezuela en termes de nourriture, de médicaments et de fournitures médicales soient effectuées par le même canal.

Voici une liste des ressources détenues illégalement et des banques retenues

Banques européennes	Pavs	USD	Euros
Novo Banco	Portugal	1.547.322.175	1.381.290.997
Banque d'Angleterre (Oro)	Royaume-Uni	1.323.228.162	1.181.242.780
Clearstream (titres de créance)	Royaume-Uni	517.088.580	461.603.802
Euroclear (Títulos)	Belgique	140.519.752	125.441.664
Banque Eni	Belgique	53.084.499	47.388.410

Delubac	Belgique	38.698.931	34.546.447
Banques non européennes			
Sumitomo	États-Unis	507.506.853	453.050.216
Citibank	États-Unis	458.415.178	409.226.189
Unionbank	États-Unis	230.024.462	205.342.315
Autres banques et institutions	17 pays	654.142.049	583.951.123

Pour exprimer votre soutien nous vous prions de contacter, á l'adresse email suivante [nosanciones@gmail.com](mailto:nosanciones@gmail.com)